



**Coulanges**  
lès-Nevers

## **Annexe 2**

# **Rapport d'orientations budgétaires 2023**

# Préambule

Dans les communes de 3500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil municipal.

Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique transmise en Préfecture. L'article 107 de la loi du 7 août 2015 portant la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRE) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Elle a modifié l'article L2312-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du débat d'orientations budgétaires.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 prévoit le contenu, les modalités de publication et de transmission du rapport.

# SOMMAIRE

## **I- Le contexte économique et social**

- A) *Dans le monde*
- B) *Dans la zone Euro*
- C) *En France*

## **II- Les principales dispositions du projet de loi de finances 2023 concernant les collectivités territoriales**

- A) *Les dotations*
- B) *La fiscalité*

## **III- Les données budgétaires relatives à la Commune**

- A) *Les concours de l'Etat devraient être relativement stables par rapport à 2022*
- B) *Une fiscalité locale stable*
- C) *Le budget de fonctionnement 2022 : un budget de fonctionnement contraint par l'inflation et les hausses de charges subies*
- D) *Le budget d'investissement 2022 : l'engagement des grands projets de la Commune*

## **IV- Le budget principal primitif 2023 : dépenses et recettes de fonctionnement**

- A) *Une maîtrise des dépenses de fonctionnement à tous les niveaux*
- B) *Une recherche d'optimisation des recettes de fonctionnement*

## **V- Le budget principal primitif 2023 : programme d'actions en investissement envisagé pour 2023**

## **VI – Un endettement maîtrisé**

## **VII- Les grandes orientations du budget annexe de lotissement « Champ de la Porte »**

## **I- Le contexte économique et social**

### **A) Dans le monde**

Dans le monde entier, l'inflation a atteint en 2022 des sommets inédits depuis 40 ans. Cette situation a conduit les banques centrales à durcir fortement les conditions financières tout au long de l'année. L'inflation, résultant en grande partie de l'envolée des cours des matières premières notamment énergétiques, les banques centrales visent, via ces durcissements, à rééquilibrer l'offre et la demande, en affaiblissant la demande, l'offre étant contrainte à court-terme dès lors que sa faiblesse résulte de pénuries énergétiques.

Jusqu'ici de multiples facteurs (épargne, dynamique de l'emploi, boucliers énergétiques...) ont permis d'amortir l'impact de la remontée des taux sur la consommation et l'investissement de sorte que l'économie mondiale a ralenti progressivement, sans décrochage violent. En zone Euro, le PIB a ainsi ralenti à +0,3 % T/T au T3 après +0,8 % au T2.

Mais jusqu'ici, les prix des composantes sous-jacentes n'ont toujours pas montré de signe de ralentissement. En conséquence, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation non transformée) est toujours en hausse atteignant 5,7 % aux Etats-Unis et 6,9 % en zone Euro en décembre ou encore 6,3 % au Royaume-Uni en novembre.

### **B) Dans la zone Euro**

La zone Euro est la région la plus exposée aux répercussions économiques du conflit en Ukraine, et notamment aux importantes difficultés d'approvisionnement énergétique. La zone Euro y fait face en tentant de diversifier géographiquement ses importations d'énergie, ce qui, à court-terme, n'a pu se faire que de façon limitée et particulièrement couteuse. Confrontée à l'envolée de l'inflation conjuguée au durcissement des conditions monétaires, l'activité économique de la zone Euro a ralenti de 0,8 % T/T au T2 à 0,3 % au T3. Toutefois, le dynamisme des investissements a créé la surprise au T3 tandis que la consommation des ménages s'est révélée relativement résiliente. En dépit d'indices de confiance très dégradés en lien avec l'enlèvement de la guerre en Ukraine, les ménages ont pu puiser dans leur épargne pour contrer la perte de revenu disponible brut réel, leur taux d'épargne revenant à leur niveau prépandémique de 13,2 % au T3. Depuis, l'évolution des indicateurs avancés fin 2022 confirme la tendance de ralentissement de l'activité attendue fin 2022.

### **C) En France**

#### ***La plus faible poussée inflationniste de la zone Euro***

A l'instar de nombreux pays développés, la France a assisté à une hausse progressive de l'inflation depuis janvier 2021. Face au rebond de la demande mondiale post-covid associé aux goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement et à des facteurs climatiques défavorables de sécheresse, l'inflation française a dépassé le seuil de 2 % dès le T3 2021.

La crise énergétique induite par le déclenchement de la guerre en Ukraine fin février 2022 a propulsé depuis l'inflation à des niveaux records qui n'avaient plus été atteints depuis le milieu des années 1980. Si cette inflation est initialement imputable à l'augmentation spectaculaire des prix de l'énergie, elle se diffuse depuis progressivement à l'ensemble des biens et services, entraînant l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation non transformée) dans son sillage. Progressant régulièrement depuis janvier, celle-ci atteignait 5,3 % en novembre 2022. Elle devrait être proche de 3,8 % en moyenne en 2022 après 1,1 % en 2021.

Bien qu'impressionnante, l'envolée de l'inflation a été atténuée en France par de nombreuses mesures de soutien gouvernementales, de sorte que son niveau est le plus faible au sein de la zone Euro, où l'inflation

totale et sous-jacente ont atteint respectivement 8,4 % et 6,9 % en moyenne en 2022.

Confronté à la hausse de l'inflation, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages français s'est replié de 1,8 % T/T au T1 et 1 % au T2 2022 avant de rebondir à 0,8 % au T3 sous l'effet conjugué des renégociations d'accords salariaux, de la revalorisation du Smic (+2,01 %) en août et d'autres mesures gouvernementales telles que la prime de partage de la valeur mise en place en juillet ou encore la revalorisation du point d'indice des agents de la fonction publique.

La revalorisation des retraites complémentaires associée à de nouvelles mesures de soutien introduites au T4 (suppression de la redevance audiovisuelle, poursuite de la réduction de la taxe d'habitation, chèque énergie exceptionnel...) devrait à nouveau soutenir le pouvoir d'achat au T4, de sorte que la perte de pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'année devrait rester relativement limitée (inférieure à 1 % en 2022).

### ***Un marché du travail sous tension***

Depuis 2021, le dynamisme du marché du travail ne cesse pas de surprendre, sa vigueur étant plus soutenue que celle de l'activité économique. L'emploi a en effet progressé de 3,9 % entre fin 2019 et le T3 2022 tandis que le PIB ne progressait que de 1,1 %. Si le rythme des créations d'emplois en 2022 a décéléré de moitié, en moyenne, par rapport à 2021, il est demeuré stable à 0,4 % T/T sur les trois premiers trimestres de 2022. Fin septembre 2022, tous les secteurs d'activité, industrie incluse, avaient dépassé leur niveau d'avant pandémie et plus d'un million d'emplois avaient été créés depuis fin 2019, dont près d'un tiers (315K) en raison de l'essor des contrats d'apprentissage. Au sein des services marchands à l'origine de 73 % des créations d'emplois, le secteur des services aux entreprises a été le plus créateur d'emplois (324K), largement devant le secteur du commerce (151K) ou celui de l'information et la communication (110K).

Profitant des fortes créations d'emploi dans un contexte de hausse de la population active, le taux de chômage recule globalement depuis fin 2020. Il est passé en France métropolitaine de 8,8 % au T2 2020 à 7,1 % au T3 2022, niveau où il est quasi stable depuis un an. Fin septembre 2022, le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élevait à 2,2 millions contre 2,4 fin 2019, soit une baisse de 200K chômeurs en France métropolitaine.

En dépit du ralentissement de l'activité économique à l'œuvre, les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises ne faiblissent pas selon les enquêtes de conjoncture, signe du maintien des tensions sur le marché du travail. Au contraire, la part des entreprises françaises rencontrant des difficultés de recrutement atteint des niveaux records dans les grands secteurs de l'économie fin 2022. Ainsi, 83 % des entreprises de la construction étaient concernées en octobre 2022, 65 % dans l'industrie manufacturière et 62 % dans les services.

### ***La crise énergétique ralentit le redressement des finances publiques***

Marqué, ces trois dernières années, par des interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire puis de celle énergétique induite par la guerre en Ukraine, le déficit public, qui avait atteint le niveau inédit de 9 % en 2020, devrait poursuivre son redressement. Il est attendu à 5 % en 2022, après 6,5 % en 2021. La dette publique au sens de Maastricht devrait s'élever à 111,6 % du PIB contre 112,8 % en 2021 selon la loi de finances pour 2023.

Pour 2023, le gouvernement prévoit une stabilisation du déficit public à 5 % du PIB et une dette publique également quasi-stable à 111,2 % du PIB. Le ratio de dépenses publiques devrait poursuivre sa baisse en 2023 pour s'établir à 56,9 %.

La hausse progressive des taux directeurs de la Banque centrale européenne associée au ralentissement économique à l'œuvre devraient peser sur les finances publiques. Le taux d'intérêt obligataire de la France à 10 ans est reparti nettement à la hausse.

## **II- Les principales dispositions du projet de loi de finances 2023 concernant les collectivités territoriales**

La discussion autour du projet de loi de finances a amené le Gouvernement à engager sa responsabilité à cinq reprises en déclenchant l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

### **A) Les dotations**

- les dotations de fonctionnement :
  - o le montant total de la dotation de fonctionnement (DGF) connaît une légère augmentation, par rapport à 2022, pour atteindre 26.9 milliards d'euros (contre 26.798 € en 2022)
  - o la dotation de solidarité rurale augmente de 200 millions d'euros en 2023, pour atteindre **2.077 milliards d'euros**
- l'amortisseur d'électricité : pour les collectivités non éligibles au bouclier tarifaire, est mis en place, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, un amortisseur électricité : pour les collectivités concernées, qui payent leur électricité plus de 180€/MWh, l'Etat va prendre en charge 50% de la facture d'électricité pour les tarifs compris entre 180 et 5000 €/MWh.
- la dotation pour les titres sécurisés : les communes équipées de stations (dispositif de recueil) ont été fortement sollicitées pour enregistrer les demandes de titres sécurisés (cartes nationales d'identité et passeports). Afin d'accompagner financièrement celles qui se sont mobilisées pour réduire les délais, la loi de finances rectificative pour 2022 a débloqué une enveloppe exceptionnelle de 10 millions €.  
L'État estime que les demandes vont rester élevées pour les années à venir, c'est pourquoi cet article réforme la dotation pour les titres sécurisés afin d'augmenter le soutien financier de 20 millions €. Les modalités de la réforme restent à définir pour conduire à :
  - o augmenter la dotation forfaitaire,
  - o renforcer le soutien aux communes qui enregistrent un nombre élevé de demandes,
  - o majorer la dotation pour les communes utilisant une plateforme de prise de rendez-vous en ligne interopérable avec la station.
- les dotations à l'investissement local :
  - o la DETR reste à son niveau de 2022, soit 1 046 millions d'euros,
  - o la DSIL perd 337 millions d'euros, pour atteindre 570 millions d'euros,mais des majorations sont possibles : les préfets prendront en compte le caractère écologique des projets, lors de la fixation des taux de subventions, pour que les opérations d'investissement favorisant la transition écologique puissent bénéficier d'un taux de subvention majoré
  - o la création du « fonds vert », doté de 2 milliards d'euros d'autorisations d'engagement pour 2023, vise à soutenir les projets des collectivités en terme de :
    - performance environnementale (rénovation des bâtiments publics des collectivités, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets)
    - adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation)
    - amélioration du cadre de vie (friches, mise en place de zones à faible émission, ...)

### **B) La fiscalité**

- La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sera supprimée dès 2023, l'objectif étant de soutenir la compétitivité des entreprises en poursuivant l'allègement de leur imposition. Cette perte de recettes sera compensée par une fraction de TVA.

- En parallèle de cette mesure le plafonnement de la contribution économique territoriale (CET) est diminué.
- L'actualisation de la valeur locative des locaux professionnels est reportée à 2025.
- La revalorisation annuelle automatique des valeurs locatives, effectuée sur la base d'un coefficient lié l'indice des prix à la consommation, entraînera une hausse 7.1% des valeurs locatives (3.4% en 2022), donc une hausse des taxes foncières pour les propriétaires, même si les taux votés au niveau local par les organes délibérants n'augmentent pas.
- Le reversement de la taxe d'aménagement des Communes aux EPCI, qui était obligatoire dans la loi de finances 2022, est désormais facultatif.

### III- Les données budgétaires relatives à la Commune

#### A) Les concours de l'Etat devraient être relativement stables par rapport à 2022

Evolution de la population municipale coulangeoise :

2007	2012	2017	2018	2019	2020
3 527	3 582	3 629	3 638	3 724	3 708

Source : INSEE

**Soit une augmentation de + 181 habitants en 13 ans**

#### Evolution des dotations entre 2018 et 2022

		2018	2019	2020	2021	2022	Différentiel sur 5 ans
<b>Etat</b>	Dotation forfaitaire (DGF)	379 253 €	376 119 €	366 723 €	363 027 €	369 081 €	- 10 172 €
	Dotation de solidarité rurale (DSR)	49 014 €	49 314 €	48 922 €	50 862 €	53 028 €	+ 4 014 €
	Dotation nationale de péréquation (DNP)	44 197 €	44 271 €	39 844 €	39 796 €	41 308 €	- 2 889 €
<b>Nevers Agglomération</b>	Attribution de compensation (AC-ADN)	252 420 €	251 421 €	251 920 €	229 850 €	226 470 €	- 25 950 €
	Dotation de solidarité communautaire (DSC- ADN)	82 834 €	85 908 €	87 786 €	88 349 €	95 675 €	+ 12 841 €

#### B) Une fiscalité locale stable

Pour mémoire :

Bases 2022 effectives		Taux	Recettes 2022	
Taxe foncière sur les propriétés bâties	4 310 000 €	48.90%	Taxe foncière sur les propriétés bâties	2 107 590 €
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	44 000 €	62.07 %	Taxe foncière sur les propriétés non bâties	27 559 €
Recettes estimées (après correctifs) – source = état fiscal 1259				2 128 774 €
Recettes réellement perçues				2 114 421 €



Les taux des taxes locales ont été maintenus en 2022.

**Pour rappel :**

Depuis 2021, les communes et les EPCI à fiscalité propre ne perçoivent plus le produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), dont la suppression progressive s'achèvera en 2023 pour tous les contribuables.

Cette perte de ressources est compensée pour les communes par le transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et pour les EPCI par l'attribution d'une fraction de la TVA nationale.

La suppression de la taxe d'habitation a entraîné une modification des modalités de vote des taux d'imposition à compter de 2021.

La garantie d'équilibre des ressources communales est assurée :

- par le **transfert de la part départementale de TFPB**,
- par la mise en œuvre d'un **coefficient correcteur d'équilibre**.

afin que le transfert de la part départementale de TFPB soit parfaitement neutre pour le contribuable, la réforme DE prévoit d'ajuster l'assiette communale afin de prendre en compte les exonérations et abattements départementaux.

Ce transfert s'est traduit par un **rebasage du taux communal de TFPB : le taux départemental de TFPB 2020 (23,90 %) vient s'additionner au taux communal 2020 (25%), soit un taux communal TFPB 2021 de 48.90 %**.

**C) Budget de fonctionnement 2022 : un budget de fonctionnement contraint par l'inflation et les hausses de charges subies**

**EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Charges à caractère général	608 154,00 €	643 507,00 €	740 783,00 €	798 416,00 €	769 538,18 €	739 898.45 €	<b>1 094 521.23 €</b>
Charges de personnel et frais assimilés	1 216 260,00 €	1 208 120,00 €	1 156 662,00 €	1 236 360,00 €	1 308 580,84 €	1 505 149.48 €	<b>1 782 611.38 €</b>
Autres charges de gestion courante	333 128,00 €	342 147,00 €	345 555,00 €	717 198,00 €	373 537,45 €	419 216.79 €	<b>611 044.04 €</b>

Les **charges à caractère général (chapitre 11)** ont connu une augmentation en 2022, liée en partie à l'inflation, mais également aux facteurs suivants :

- hausse du nombre d'enfants déjeunant au restaurant scolaire générant une augmentation du nombre de repas achetés auprès du prestataire, tout comme l'ouverture élargie de l'accueil de loisirs et du multi-accueil, qui avaient connu des fermetures en 2021
- dépenses de chauffage, de combustible et de carburant en hausse, du fait de l'augmentation générale des prix
- dépenses ponctuelles, qui ne vont pas se renouveler en 2023
  - o règlement, sur certains postes, de factures de 2021 (entretien des installations de chauffage notamment, représentant un coût élevé)
  - o reprise des tombes du cimetière, pour un coût de 22 278 €
  - o grosses réparations dans des bâtiments publics (plafonds à l'école des Saules, réparation de la climatisation à la maison de santé,...)
  - o dépenses de formation obligatoires et/ou nécessaires (actualisation des CACES et AIPR, formation au portail Berger-Levrault, frais d'apprentissage..)
- locations nouvelles, ou en année pleine, de matériel : balayeuse sur une année complète, soit 28 264 € (1 seul trimestre en 2021)
- hausse des dépenses de location de matériel des services techniques

Les **charges de personnel (chapitre 12)**, ont connu une hausse s'expliquant notamment par :

- les mesures décidées par l'Etat
  - o « triple augmentation » du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mai et 1<sup>er</sup> août 2022,
  - o augmentation du point d'indice des fonctionnaires au 1<sup>er</sup> juillet 2022
  - o réorganisation de la carrière des agents de catégorie C (augmentation d'échelon, bonification d'ancienneté) et de catégorie B
  - o indemnité inflation, pour les titulaires et non titulaires
- l'augmentation du nombre d'animateurs mis à disposition par l'ADESS, pour assurer le remplacement des animatrices communales (congrés maladie et maternité), mais aussi pour tenir compte de l'augmentation du nombre d'enfants de maternelle déjeunant au restaurant scolaire (2 animatrices supplémentaires le midi depuis septembre pour un total de 8 heures hebdomadaires chacune)
- le recours à une société d'intérim pour les services techniques, solution qui s'est avérée coûteuse et ne sera pas renouvelée
- la mise en place obligatoire du RIFSEEP au 1<sup>er</sup> juillet 2022,
- le licenciement d'un agent au 30 novembre 2022 (prime de licenciement et paiement des congés payés)
- la hausse du nombre de contractuels recrutés pour remplacer des agents, qui continuent, en parallèle, d'être rémunérés (7 postes concernés en 2022, sur une durée plus ou moins longue, pour des raisons de maladie, maternité, reconversion)
- le recrutement de 8 agents recenseurs en début d'année, compensée financièrement par l'Etat
- l'élargissement des ouvertures des services sur une année complète (multi-accueil, ALSH), en partie compensées par les redevances des utilisateurs

Les **autres charges de gestion courante (chapitre 65)** ont également augmenté, cette augmentation étant répartie sur les articles suivants :

- service incendie	+	5 146 €
- autres contributions (SIEEN, installations candélabres) ...)	+	154 917 €
- subvention au CCAS	+	18 500 €
- subventions aux associations et coopératives scolaires	+	13 670 €

### **ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits des services du domaine	154 206,00 €	163 661,00 €	154 554,00 €	153 700,00 €	133 100,00 €	183 355.90 €	<b>186 243.68 €</b>
Impôts et taxes	2 353 818,00 €	2 367 459,00 €	2 389 015,00 €	2 446 953,00 €	2 428 317,00 €	2 579.349.00 €	<b>2 743 549.00 €</b>
Dotations, subventions, participations	862 477,00 €	781 744,00 €	713 539,00 €	687 286,00 €	765 356,00 €	732 679.38 €	<b>739 105.72 €</b>
Autres produits de gestion courante	40 196,00 €	44 657,00 €	79 061,00 €	62 700,00 €	57 005,00 €	61 752.00 €	<b>62 601.21 €</b>

En matière de recettes, les impôts et taxes représentent une grande partie des ressources de la collectivité. Si les taux fixés par la commune sont restés stables depuis 2008, avec une légère baisse en 2020, la revalorisation des bases imposée par l'Etat a engendré une légère augmentation des produits d'une année à l'autre.

En 2022, la commune a perçu **2 114 421 €** de taxes ménages (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti et taxe sur le foncier non bâti), soit 93 100 € de plus qu'en 2021

Les dotations et subventions, que perçoit la commune, représentent la seconde source de revenus. Elles sont en baisse par rapport à 2016, du fait de la baisse des dotations de l'Etat. La légère hausse entre 2021 et 2022 s'explique par le versement d'une dotation ponctuelle liée au recensement effectué en 2022 et d'une dotation pour les titres sécurisés, qui se renouvellera en 2023.

En ce qui concerne les produits du domaine, on observe entre 2021 et 2022, une hausse des redevances et droits, liés notamment à l'augmentation du nombre de concessions vendues au cimetière.

#### ***D) Le budget d'investissement 2022 : l'engagement des grands projets de la Commune***

L'année 2022 a vu l'engagement des premiers grands projets de la Commune (3 700 243 € réalisés, contre 1 371 940 € en 2021), notamment :

- la rénovation du complexe des Saules
- la réhabilitation des écoles Malraux
- le réaménagement de la rue Bailly
- la construction de la halle bois à l'écoquartier du Champ de la Porte

L'investissement continue de représenter la majeure partie du budget communal soit 60%, contre 40% pour le fonctionnement.

Les premiers résultats font apparaître un excédent en fonctionnement, comme en investissement.

#### **IV- Le budget principal primitif 2023 : dépenses et recettes de fonctionnement**

L'objectif général, dans un contexte incertain, sera de réduire le budget de fonctionnement de la Commune, afin de continuer à dégager des marges de manœuvre pour les projets d'investissement.

##### **A) Une maîtrise des dépenses de fonctionnement à tous les niveaux**

###### **Charges à caractère général**

L'objectif est de maintenir, voire de réduire, les charges à caractère général, même si des augmentations sont déjà actées pour certains postes :

- prix d'achat des repas depuis le 1<sup>er</sup> janvier (+ 15 000 €)
- dépenses d'énergie (chauffage et électricité +30 000 €)
- achat de carburants et combustibles

Des efforts seront demandés à l'ensemble des services, avec une réduction des dépenses de fournitures et des recherches d'économie, grâce à de nouvelles méthodes de travail et de suivi financier :

- généralisation de la politique d'engagement
- mise en place d'une procédure d'achat
- comptabilité analytique par service et renforcement de la responsabilité des chefs de service dans le suivi de leur budget
- réflexion sur la mise en place de groupements de commandes en lien avec Nevers Agglomération
- renégociation de certains contrats (assurances, nettoyage des locaux) et relance de certains marchés (maintenance des installations de chauffage, contrôles réglementaires)

###### **Charges de personnel**

L'objectif est de parvenir à un maintien des charges de personnel en 2023, avec une stabilisation des effectifs et la poursuite de la réorganisation des services entamée en 2022.

Sont cependant à intégrer :

- une nouvelle revalorisation du minimum de la rémunération de la fonction publique suite à la revalorisation du SMIC : l'indice minimum, qui était de 352 au 31 décembre 2022, passe à 353 au 1<sup>er</sup> janvier 2023
- la prise en compte, sur une année pleine, des changements intervenus en 2022 (revalorisation indiciaire, revalorisation des carrières, RIFSEEP, animateurs supplémentaires du fait du nombre d'enfants fréquentant le restaurant scolaire)
- la nécessité de remplacer des agents en longue maladie, et donc nécessitant une double inscription budgétaire pour un même poste
- la mise en place de la police intercommunale à compter du mois de mai 2023
- le versement d'une indemnité de rupture conventionnelle à intervenir en mai 2023

A noter : un toilettage du tableau des effectifs a été effectué fin 2022.

		Au 31/12/2022				Au 01/01/2023			
Filière	Grade	Nb de postes	Dont pourvus		CDD en remplace	Nb de postes	Dont pourvus		CDD en remplace
			Titulaires et stagiaires	Non titulaires			Titulaires et stagiaires	Non titulaires	
Administrative	Adjoint administratif	3	3	0	0	3	3	0	0
	Adjoint administratif ppal 1ère classe	1	0	0	0	1	0	0	0
	Adjoint administratif ppal 2ème classe	2	1	0	0	1	1	0	0
	Attaché territorial	2	1	0	1	1	1	0	1
	Attaché territorial principal	2	2	0	0	1	1	0	0
	Rédacteur	1	1	0	0	1	1	0	0
	Rédacteur ppal 1ère classe	1	0	1	0	1	0	1	0
	Rédacteur ppal 2ème classe	1	1	0	0	1	1	0	0
Animation	Adjoint animation	4	3	1	1	3	3	0	1
	Adjoint animation ppal 2ème classe	1	1	0	1	1	1	0	1
	Animatrice ppale 1ère classe	1	1	0	0	1	1	0	0
Police municipale	Brigadier	1	0	0	0	1	0	0	0
Sanitaire et sociale	ATSEM ppal 1ère classe	2	2	0	0	2	2	0	0
	Aux. Puér. Ppal 1ère classe	1	1	0	0	1	1	0	0
	Auxiliaire puériculture principal 2ème classe	1	0	0	0	0	0	0	0
	Auxiliaire puériculture	0	0	0	0	1	1	0	0
	Educ. Jeunes Enfants	1	1	0	0	1	1	0	0
	Educ. Jeunes Enfants classe exceptionnelle	1	1	0	0	1	1	0	0
Technique	Adj. Techn. Ppal 1ère classe	3	3	0	0	3	3	0	0
	Adj. Techn. Ppal 2ème classe	2	2	0	0	2	2	0	0
	Agent de maîtrise principal	1	1	0	0	0	0	0	0
	Adjoint technique	11	9	2	1	12	9	3	1
	Ingénieur	1	0	1	0	1	0	1	0
	Technicien ppal 2ème classe	1	0	0	0	1	0	0	0
TOTAL		45	34	5	4	41	33	5	4
		39				38			

A titre d'information, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le tableau des effectifs était de 45 postes dont 38 postes pourvus et 3 remplaçants.

A noter :

- la suppression à venir du poste de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe et la création d'un poste d'ingénieur territorial à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023
- la suppression à venir du poste de brigadier du fait de l'instauration de la police intercommunale et de recrutements directement réalisés par Nevers Agglomération.

### Charges de gestion courante

Elles devraient baisser en 2023, malgré l'augmentation de la contribution due au SDIS (+17 000 €), avec une baisse des contributions dues au SIEEN (fin des installations de nouveaux candélabres dans les lotissements) et de la subvention versée au CCAS.

L'enveloppe globale affectée aux subventions versées aux associations est maintenue.

## **Charges financières**

Du fait de l'emprunt contracté en 2022, la ligne « intérêts des emprunts » va augmenter d'environ 25 000 €.

### **B) Une recherche d'optimisation des recettes de fonctionnement**

Les recettes devraient augmenter en 2023, que ce soit au niveau fiscal, du fait de l'augmentation des bases par l'Etat, ou au niveau des produits des services et des dotations.

Par ailleurs, une attention renforcée sera portée sur le recouvrement des recettes, que ce soit au niveau des loyers des immeubles, des remboursements dus pour les arrêts du personnel, des redevances dues par les utilisateurs des services et des subventions.

Un point est en cours sur les participations dues à la Commune par certains partenaires (lotisseurs, Engie...). Enfin, grâce à l'amortisseur de l'électricité, l'Etat devrait prendre en charge une partie des dépenses communales d'électricité.

### **Les recettes fiscales**

La volonté est de ne pas augmenter les taux locaux des impôts fonciers. Cependant, une hausse de 7.1 % des bases a été actée par l'Etat, et devrait contribuer à augmenter les recettes communales.

### **Une hausse des tarifs des services municipaux**

Il est proposé une hausse des tarifs des services municipaux 2023 (pour rappel, ils n'ont pas augmenté depuis 2009, alors que leur coût lui n'a cessé de croître) :

- Restaurants scolaires
- Garderies périscolaires
- Accueil de loisirs sans hébergement
- Salles communales
- Concession des cimetières

Une importante relance a été faite concernant les redevances dues par les utilisateurs du restaurant scolaire, des garderies, de l'ALSH et du multi-accueil.

### **Une augmentation des dotations et subventions**

Les dotations de l'Etat devraient être maintenues à leur niveau, voire légèrement augmentées

En 2023, une subvention de 110 000 € doit être versée, au titre des années 2021 et 2022, pour le poste d'ingénierie de revitalisation du centre bourg.

## **V – Le budget principal primitif 2023 : programme d'actions en investissement envisagé**

Comme il a été défini en commission, l'objectif premier est de poursuivre et terminer les projets engagés depuis le début du mandat.

Comme en 2022, les investissements continueront de représenter plus de 60% du budget communal.

Un budget annexe sera créé pour mieux identifier et suivre les dépenses et recettes liées aux cellules commerciales.

Voir tableau en annexe.

## VI- Un endettement maîtrisé

	Intérêts à rembourser (section de fonctionnement)	Capital à rembourser (section d'investissement)
2014	19 935,65 €	97 119,76 €
2015	17 269.72 €	86 248.20 €
2016	14 873.29 €	55 023.01 €
2017	13 074.81 €	51 651.09 €
2018	11 489.41 €	32 128.38 €
2019	10 883.66 €	10 585.15 €
2021	10 241.14 €	11 227.68 €
2021	9 559.62 €	11 909.20 €
2022	8 836.73 €	12 632.09 €
<b>2023</b>	<b>34 990.93 €</b>	<b>154 501.19 €</b>

La structure de la dette est composée de 2 emprunts au 31 décembre 2022.

### Emprunts en cours

- Dexia Crédit Local
  - Prêt de **304 898 €** pour financer des travaux d'équipement, souscrit en 2000, au taux fixe de 6.07 % avec une dernière échéance en 2030 (non renégociable).
  - Capital restant dû au 01/01/2023 : 132 948.36 €
- Banque populaire
  - Prêt de **2 500 000 €** pour financer les projets d'investissements de la Commune, souscrit en 2022, au taux fixe de 1.12 %, avec une dernière échéance en 2037
  - Capital restant dû au 01/01/2023 : 2 500 000 €



### **VIII - Les grandes orientations du budget annexe de lotissement « Champ de la Porte »**

Par délibération en date du 15 novembre 2016, le Conseil Municipal a validé la création d'un lotissement au Champ de la Porte sur la parcelle cadastrée AC n° 62 appartenant à la commune ainsi que d'un budget annexe de lotissement.

Un cabinet d'étude chargé d'assurer la maîtrise d'œuvre du projet a été recruté à l'automne 2017. Les travaux d'aménagement sont en cours.

4 lots ont été vendus en 2022 ; 6 compromis ont été signés. La vente des 6 derniers lots, tous réservés, devrait intervenir en 2023.

**FONCTIONNEMENT (maîtrise d'œuvre, travaux et variation de stocks, etc.) : 64 074.74 € HT EN 2022**